



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

hébergement d'urgence

Question au Gouvernement n° 366

Texte de la question

HÉBERGEMENT D'URGENCE

M. le président. La parole est à Mme Caroline Fiat, pour le groupe La France insoumise.

Mme Caroline Fiat. Madame la ministre des solidarités et de la santé, vous avez annoncé hier la création de six groupes de travail consacrés à la lutte contre la pauvreté, dont les conclusions devront être rendues au printemps... mais les personnes à la rue n'attendront pas les beaux jours ! La situation est à l'urgence, l'hiver est là. Dormir sous un pont, dans le renforcement d'une porte d'immeuble, c'est le quotidien des sans-abri. Mais quand arrive le froid, dormir dehors devient vite une épreuve de survie ! Les témoignages sont édifiants. Aucune région n'est épargnée par cette crise de l'exclusion.

Selon les derniers chiffres fournis par l'AFP et le SAMU social, du mercredi 29 au jeudi 30 novembre au matin, 778 personnes, dont 286 enfants, n'ont pas trouvé de place d'hébergement dans la capitale ; durant ces vingt-quatre heures, 1 600 appels ont été passés au 115 pour seulement 278 places à distribuer. Cette nuit-là, mesdames et messieurs les députés, la température avoisinait zéro degré et il neigeait. Éric Pliez, directeur du SAMU Social de Paris, a répondu à *L'Obs* par ces mots : « Notre appel à l'aide est permanent, mais depuis quelques mois le manque de réponses à apporter aux personnes à la rue, qu'elles soient isolées, hommes ou femmes, ou en famille avec enfants est alarmant. Chaque année des personnes meurent dans les rues sans que personne ne s'en offusque, qu'en sera-t-il demain pour les enfants ? »

Que fait-on aujourd'hui pour arrêter ce massacre ? 4 milliards d'euros de cadeaux aux plus riches en supprimant l'ISF, 80 milliards en exil fiscal, mais on peut mourir dans la rue ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes FI et GDR.*)

Un député du groupe REM . Amalgame scandaleux !

Mme Caroline Fiat. Vous nous répondez sans cesse que le gouvernement Macron n'est pas celui des riches : nous ne demandons qu'à vous croire !

Ma question est simple : ouvrirez-vous dès ce soir le Val-de-Grâce et l'Hôtel-Dieu, qui sont vides ? Chercherez-vous des solutions pour toutes les régions de France ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes FI, NG et GDR.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de la cohésion des territoires.

M. Fabien Di Filippo. Et de la fracture territoriale !

M. Jacques Mézard, ministre de la cohésion des territoires. Madame la députée, c'est un sujet qui nous touche tous. On ne peut jamais être insensible aux drames qui se déroulent sous nos yeux. Je puis vous dire que dès le 4 octobre, j'ai souhaité anticiper cette campagne hivernale qui, chaque année, pose des problèmes humains considérables. J'ai demandé aux préfets de mettre en place, dans chaque département, un cadre de concertation et d'échanges avec l'ensemble des acteurs de la veille sociale, de l'hébergement, du logement social ainsi que des collectivités, de façon à garantir la mobilisation et la contribution de tous. Nous avons déclenché la campagne hivernale en réunissant toutes les associations du secteur fin octobre. La mobilisation de l'État, je vous l'assure, est totale car nous sommes tous responsables et conscients de ce qui se passe. Le parc d'hébergement d'urgence est de 125 000 places pérennes, et nous ajoutons 80 000 places dédiées aux demandeurs d'asile ;...

Mme Caroline Fiat. Quand ?

M. Jacques Mézard, ministrejusqu'à 10 000 places supplémentaires seront mobilisées cet hiver, dont 2 750 en Île-de-France.

Mme Caroline Fiat. Il le faut maintenant !

M. Jacques Mézard, ministre. Sur le plan budgétaire, depuis l'arrivée de notre gouvernement, ce sont 276 millions d'euros de crédits supplémentaires qui ont été ouverts pour l'hébergement d'urgence. Ce n'est vraisemblablement pas suffisant puisque chaque année, c'est la même chose. C'est pourquoi notre action, à travers la politique du logement d'abord, mais aussi à travers la concertation que nous menons avec les associations, vise à ce qu'il n'y ait plus aucune famille, aucun gamin, aucun jeune dehors. Telles sont les instructions que nous avons données aux préfets.

Mme Caroline Fiat. Faites-le dès ce soir !

M. Jacques Mézard, ministre. Je connais la situation comme vous, madame la députée, et ce n'est pas de manière démagogique qu'on la réglera (*Protestations sur les bancs du groupe FI*) mais par l'effort de tous ! (Applaudissements sur de nombreux bancs des groupes REM et MODEM. – Exclamations sur les bancs des groupes FI et GDR.)

Données clés

Auteur : [Mme Caroline Fiat](#)

Circonscription : Meurthe-et-Moselle (6^e circonscription) - La France insoumise

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 366

Rubrique : Logement

Ministère interrogé : Cohésion des territoires

Ministère attributaire : Cohésion des territoires

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [6 décembre 2017](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [6 décembre 2017](#)